

Déclaration liminaire 16 avril 2026
CDEN de l'Hérault

Madame la Préfète,

Monsieur le vice-président du Conseil départemental,

Monsieur le Directeur académique,

Mesdames, messieurs les membres du CDEN,

Les représentants de parents d'élèves FCPE et les organisations syndicales FSU, FNEC-FP FO, SE-UNSA, SUD éducation souhaitent aujourd'hui exprimer leur vive inquiétude face à une politique éducative qui, trop souvent, ne prend pas suffisamment en compte les réalités du terrain. Nous entendons dénoncer aujourd'hui une politique d'austérité dont nous martelons sans cesse les conséquences néfastes : fermetures de classes, inégalités accrues, dégradation de l'école publique. Les décisions de carte scolaire, les fermetures de classes et la pression budgétaire constante ont des conséquences très concrètes sur la vie des écoles, sur les conditions d'apprentissage des élèves et sur les conditions d'exercice des personnels. Derrière les chiffres, ce sont des équilibres fragiles qui se rompent, des équipes qui se tendent et des familles qui s'inquiètent de voir le service public d'éducation se fragiliser.

La baisse démographique aurait dû être une opportunité historique, elle aurait pu constituer une véritable occasion de repenser l'école dans le bon sens, en améliorant les conditions d'enseignement, en réduisant les effectifs par classe et en renforçant les moyens d'accompagnement. Elle aurait pu permettre d'agir en faveur d'une école plus sereine, plus attentive aux besoins des élèves et plus respectueuse du travail des personnels. Nous regrettons qu'elle soit encore trop souvent abordée sous l'angle de la seule maîtrise budgétaire, alors qu'elle devrait au contraire être l'occasion d'investir dans une école publique plus efficace, plus équitable et plus inclusive. Une politique éducative ambitieuse ne consiste pas à accompagner mécaniquement les baisses démographiques par des suppressions de postes, mais à saisir cette situation pour améliorer durablement le cadre scolaire. Au lieu de cela, on ne peut que déplorer un choix politique qui sacrifie l'école publique au nom de l'austérité et qui conditionne l'opinion en liant baisse démographique et opportunité de faire des économies au détriment de moyens pour l'éducation nationale.

Comme partout en France, l'Hérault n'échappe pas aux effets de cette logique nationale, avec 4 000 suppressions de postes dont 1 891 dans le premier degré. Pour le département de l'Hérault, la rectrice a attribué une dotation de moins 20 ETP. Néanmoins, la réalité est encore beaucoup plus sombre : 83 fermetures de classes pour 42 ouvertures, 28 suppressions dédoublements pour 18 ouvertures, 19 moyens pris pour la mise en place des

PAS qui se retrouve donc financée très majoritairement par le 1^{er} degré public. Globalement, on se retrouve alors avec plus de 26 ETP en moins dans le premier degré de l'Hérault. Si nous savons que ce solde négatif laisse entrevoir quelques mesures positives en juin et espérons-le aujourd'hui, le bilan comptable est lourd pour notre département. En mettant de côté, les 19 créations ETP pour les PAS, la différence du nombre d'ouvertures et de fermetures sur le département est négative de 51 ETP, du jamais vu sur notre département !

Ces choix nourrissent à juste titre l'incompréhension et la mobilisation de nombreux acteurs de terrain : parents, enseignants, élus, représentants des communes. Tous rappellent qu'une école de proximité ne se résume pas à une logique comptable, mais qu'elle constitue un outil essentiel d'égalité, d'attractivité des territoires et de cohésion sociale.

Sur l'ensemble du département, de nombreuses mobilisations témoignent de l'attachement profond des familles et des personnels à leurs écoles. De la mer à la montagne, dans les communes rurales comme dans les secteurs urbains, les fermetures de classes sont vécues comme des reculs successifs qui fragilisent le quotidien des élèves. Elles entraînent des effectifs plus lourds, des organisations pédagogiques plus complexes et moins de souplesse pour répondre aux besoins particuliers des enfants. Elles accentuent également le sentiment d'éloignement du service public dans certains territoires, alors même que l'école demeure souvent l'un des derniers repères de proximité.

L'équité, valeur que Monsieur le DASEN aime à mettre en avant, est mise à mal par ces suppressions sur un certain nombre de territoires. Des écoles situées dans des quartiers populaires ou ayant des IPS très faibles, se retrouvent après fermetures de classes avec des effectifs à plus de 26 élèves en cycle 3. Nous n'avons pas la même conception de l'équité. Dans beaucoup d'endroits, ce sont des classes où les effectifs vont augmenter. Alors qu'on nous martèle quotidiennement les effets d'une baisse démographique qui d'ailleurs ne fait encore qu'effleurer notre département, nous continuerons à rester les champions d'Europe en matière d'effectifs par classe. Partout, c'est la dégradation des conditions de scolarité pour les enfants et des conditions de travail pour les personnels : des choix contraints dans l'organisation des écoles, un impact sur le quotidien des familles qui se voient parfois même refuser les inscriptions dans leur établissement de secteur.

Nous souhaitons également insister sur la situation très préoccupante du déficit d'AESH dans les écoles. L'école inclusive ne peut pas reposer sur des moyens instables, incomplets ou insuffisants. Trop d'élèves en situation de handicap voient encore leur accompagnement réduit, morcelé ou mis en attente, faute de personnels en nombre suffisant. Les notifications ne sont pas toujours pleinement assurées, les remplacements restent difficiles, les temps d'accompagnement sont parfois mutualisés au-delà du raisonnable et les équipes se retrouvent à devoir compenser, dans l'urgence, ce qui relève pourtant d'un droit pour les élèves concernés. Cette situation pèse lourdement sur les enfants, sur leurs familles, mais

aussi sur les enseignants et sur les AESH elles-mêmes, dont l'engagement quotidien est indispensable à la réussite de l'inclusion.

Les réalités du terrain montrent bien que les moyennes nationales ou départementales ne disent pas tout. Dans une école, une absence d'enseignant peut immédiatement désorganiser plusieurs niveaux de classe. Dans une autre, une direction insuffisamment déchargée rend le poste moins attractif et complique son pourvoi. Ailleurs encore, des besoins spécifiques ne trouvent pas de réponse satisfaisante faute d'AESH disponibles ou correctement répartis. Ces situations ne sont pas marginales : elles traduisent une difficulté plus large à donner à l'école publique les moyens de fonctionner avec stabilité, continuité et justice.

L'école publique a besoin d'une trajectoire claire, fondée sur l'anticipation, le dialogue et la reconnaissance des besoins réels des territoires. Elle doit pouvoir accueillir tous les élèves dans de bonnes conditions, soutenir les équipes pédagogiques et offrir un cadre de travail apaisé aux personnels. C'est en sécurisant les moyens humains, en améliorant le remplacement, en renforçant l'inclusion et en stabilisant les équipes que l'on pourra restaurer la confiance dans l'institution scolaire. Une école publique solide n'est pas seulement une école qui résiste ; c'est une école qui se donne les moyens de réussir pour tous.

Nous constatons juste qu'années après années, on abîme l'Ecole publique et laïque. Plus grave encore, l'école publique devient une école qui abîme : les élèves, les enseignants, les personnels, les familles. Les événements qui se sont déroulés au lycée Jules Guesde vendredi dernier nous interpellent tous et toutes. La violence est et restera toujours inacceptable : le manque criant de moyens a malheureusement eu pour conséquence de la faire entrer là où elle n'aurait jamais dû avoir sa place, avec toutes les conséquences délétères d'un traitement biaisé et instrumentalisé par les médias, qui a fortement atteint l'ensemble de la communauté éducative. Face à cette violence, ce dont a surtout besoin l'école, c'est d'infirmier-es scolaires, de PsyEn, d'enseignants spécialisés, d'assistant-e social-e, de médecins scolaires, de personnels de vie scolaire (AED et CPE), recrutés en nombre, formés, reconnus et rémunérés à la hauteur du service qu'il rendent à l'ensemble du pays.

Nous continuons donc à demander l'annulation des suppressions de postes et la création des emplois nécessaires pour faire baisser les effectifs, garantir les remplacements, améliorer les décharges de direction, renforcer l'accompagnement des élèves à besoins particuliers et développer une inclusion scolaire réellement effective. Cela suppose également une revalorisation et une amélioration des conditions de travail des AESH, sans lesquelles l'école inclusive ne peut rester qu'un objectif affiché au lieu d'une réalité concrète. Défendre l'école publique, c'est lui donner les moyens d'assurer pleinement sa mission de service public, au service de tous les élèves et de tous les personnels.